

INFOS CAPJPO-EUROPALESTINE DU 5/2/09

Chères amies, Chers amis,

A l'heure où nous écrivons, des soldats israéliens sont montés à bord du Bateau de la Fraternité et ont commencé à tabasser ses passagers, une douzaine de personnes dont Mgr Hilarion Capucci (88 ans) : http://www.europalestine.com/spip.php?article3771&var_mode=recalcul

Ni la frégate française qui mouille dans les eaux de Gaza, ni les autorités égyptiennes ne viennent à leur secours.

Et nous, que faisons-nous ?

Après l'onde de choc qui a secoué la planète entière, suscité l'indignation et mobilisé des millions d'hommes dans le monde entier, nous refusons d'assister à une nouvelle banalisation de l'horreur. Car, comme vous pouvez en juger, Israël n'a subi aucune sanction et promet d'assassiner les Palestiniens de plus belle. Le blocus de Gaza est maintenu de manière féroce, avec l'aide de tous ceux qui, depuis des décennies, cautionnent la destruction de la société palestinienne.

Gaza est devenu aujourd'hui la ligne de démarcation entre humanité et barbarie. A nous de choisir. Certains l'ont déjà fait, comme les dockers grecs, australiens, sud-africains qui refusent désormais de décharger les marchandises en provenance ou à destination d'Israël, comme le Vénézuéla et la Bolivie qui ont rompu toute relation diplomatique avec Israël, comme des sociétés norvégiennes, suédoises, britanniques, irlandaises qui ont rompu leurs contrats avec Israël, comme les universitaires et chercheurs italiens et britanniques qui refusent de collaborer sur des projets à renforcer militairement Israël..., comme tous ceux qui ont engagé des poursuites judiciaires contre les criminels de guerre israéliens.

Et le boycott ne cesse de s'étendre et de prendre corps, afin qu'Israël soit enfin confronté à ses responsabilités, cesse de violer le droit international et les droits de l'Homme, comme il le fait depuis plus d'un demi-siècle, qu'il cesse de tuer, d'emprisonner, de détruire des maisons, et déraciner des oliviers, pour voler toujours plus de terres palestiniennes, sous prétexte de "sécurité". Avez-vous noté que pendant que l'armée israélienne massacrait à Gaza, le gouvernement israélien a trouvé le moyen, en quelques semaines de faire construire 1300 nouveaux logements dans les colonies de Cisjordanie ?

Les gouvernements occidentaux et arabes ne bougeront pas. Ils ont depuis longtemps signé un chèque en blanc à Israël et ont même trouvé le moyen de renforcer leurs collaborations avec Israël, y compris après les massacres israéliens commis au Liban à l'été 2006, qui ont fait plus de 1200 victimes civiles et d'énormes destructions.

Que tout le Moyen-Orient, et le reste du monde dans la foulée, soient mis à feu et à sang, ne les gêne pas. Au contraire, cela arrange les affaires de bien des multinationales, comme l'explique Naomi Klein dans "La stratégie du choc". Naomi Klein, qui écrivait le 10 janvier dernier dans Le Guardian : "Cela suffit ! Le temps du boycott est venu" .Article dans lequel elle écrit *"la meilleure façon de faire cesser cette occupation sanglante est de cibler Israël avec le même type de mouvement qui a mis fin à l'apartheid en Afrique du Sud. Le monde a essayé ce que l'on a appelé « l'engagement constructif ». Il a complètement échoué. Depuis 2006, Israël a constamment intensifié ses actions criminelles, en toute impunité. Et il y a des relents profondément affligeants d'apartheid dans les territoires occupés : cartes d'identité munies d'un code de couleur et permis de déplacement, maisons rasées au bulldozer et déplacements forcés, routes réservées aux colons. Ronnie Kasrils, un homme politique sud-africain de premier plan, a dit que l'architecture de la ségrégation qu'il a vue en Cisjordanie et à Gaza était « infiniment pire que l'apartheid ». C'était en 2007, avant qu'Israël ne commence sa guerre totale contre la prison à ciel ouvert qu'est Gaza."*

C'est également la suspension de toutes les relations avec Israël qu'ont demandée 500 Israéliens, dont des douzaines d'artistes et d'universitaires célèbres, dans une pétition lancée en janvier dernier. Pétition qui s'adresse à nous, citoyens du monde, et non aux gouvernants sur lesquels ces opposants israéliens n'ont pas d'illusions. (cf notre site)

C'est donc à nous qu'il revient d'imposer une paix juste au Proche-Orient, et la liberté pour un peuple martyrisé depuis si longtemps, qui ne demande pas d'aide humanitaire mais la possibilité de vivre et de travailler en paix et en sécurité sur sa terre.

Et nous en avons les moyens, car Israël est un pays dont l'activité première est le commerce. Il faut également montrer aux firmes françaises et étrangères qui collaborent avec Israël, qu'elles vont perdre leurs autres clients.

Ensemble, nous avons les moyens de mener cette action non violente, de manière efficace. Nous proposons à toutes les associations, sections syndicales, partis, de prendre position dans ce sens, dans le sens de la justice et de la paix, et de co-signer le texte ci-dessous pour une campagne de boycott commune.

- Merci de le relayer auprès de toutes les organisations que vous connaissez.

- Merci de faire connaître autour de vous les produits à boycotter prioritairement, comme les médicaments génériques israéliens TEVA qui se permettent de faire de la publicité vers le grand public en France en disant "Soutenez Israël : acheter les médicaments TEVA"

- Tenez-vous informés des actions sur notre site <http://www.europalestine.com>

- Commandez les nouveaux autocollants de la campagne "BOYCOTT Israël !" (Voir notre site)

- rejoignez nos groupes de travail sur les diverses formes de boycott (info@europalestine.com)

Amicalement,
CAPJPO-EuroPalestine

TEXTE A FAIRE SIGNER PAR UN MAXIMUM D'ASSOCIATIONS, COMITES, SYNDICATS....

Appel aux syndicats, aux partis et organisations du mouvement ouvrier, aux associations, aux élus locaux, aux travailleurs et à la jeunesse:

Pour briser l'étau qui étouffe le peuple palestinien,
il faut organiser le boycott de l'Etat d'Israël

Du 27 décembre au 20 janvier dernier, l'Etat d'Israël a procédé à Gaza, contre la population palestinienne, à un massacre monstrueux. Plus de 1300 victimes, des milliers de blessés et mutilés, plus de 22000 habitations détruites ou endommagées, les champs saccagés, des écoles, des hôpitaux, et l'ensemble des bâtiments publics anéantis: voilà le bilan de ce qu'Israël appelle, avec la caution de la « communauté internationale », l'exercice de son « droit à se défendre ».

Le "retrait" de Gaza - quatre ans après celui effectué par Ariel Sharon - s'est accompagné de commentaires limpides: "*Nous gardons le doigt sur la gâchette*" (Tzipi Livni, ministre israélien des affaires étrangères). Pas un seul jour, depuis, qui ne se soit accompagné de menaces ou d'opérations militaires contre Gaza et sa population. Et tandis qu'en Cisjordanie se poursuivent la colonisation et la construction du « mur de l'apartheid », l'étau

criminel autour de Gaza, le blocus qui pousse jour après jour un million et demi d'êtres humains plus près de l'abîme, se resserre avec l'appui de l'Égypte et de toutes les grandes puissances.

Le gouvernement Sarkozy-Fillon n'est pas en reste: après avoir stigmatisé l'« importation du conflit » en France – lui qui ne voit pas d'objection à ce que des armes israéliennes y soient importées- il a dépêché une frégate pour aider l'État d'Israël à renforcer son blocus.

Après l'onde de choc qui a secoué la planète entière, suscité l'indignation et mobilisé des millions d'hommes dans le monde entier, nous refusons d'assister à une nouvelle banalisation de l'horreur. Nous déclarons au gouvernement français complice de crimes contre l'humanité: pas en notre nom!

Jamais, depuis 1948, La Palestine n'a été aussi disloquée, martyrisée, isolée. Nous posons solennellement la question: qui viendra au secours du peuple palestinien?

Ce secours ne viendra pas d'Obama, qui a réussi l'exploit de ne pas dire un mot en trois semaines contre le massacre, et dont l'administration soutient Israël économiquement et militairement. Il ne viendra pas de Sarkozy, qui a reçu Shimon Peres et Tzipi Livni en grande pompe à Paris, avant d'accuser le Hamas d'être responsable des tueries perpétrées par l'armée israélienne contre toute une population civile. Il ne viendra pas de l'Union européenne, qui a apporté son soutien au blocus de Gaza, et voudrait par ailleurs procéder au renforcement de ses relations avec l'État d'Israël. Il ne viendra pas des États arabes, à commencer par la dictature égyptienne de Moubarak qui collabore activement au blocus de Gaza. Il ne viendra pas, enfin, de l'ONU, où les grandes puissances disposent d'un droit de veto, et dont la force militaire présente dans la région – la FINUL – participe à l'isolement et à l'étranglement du peuple palestinien.

Alors, que faire? La réponse, nous l'avons eue tout au long du mois de janvier, au cours duquel des centaines de milliers de personnes sont descendues dans les villes de France pour exprimer leur soutien au peuple palestinien. Nous l'avons eue en Grèce, où des milliers de manifestants ont interdit l'acheminement de 3000 tonnes de munitions destinées aux criminels de guerre israéliens. Nous l'avons eue en Norvège, en Australie et en Afrique du Sud, où des organisations syndicales des transports et de la distribution ont amorcé un boycott effectif de l'État israélien. **Ceux qui peuvent aider le peuple palestinien, ce sont les travailleurs, les étudiants, les jeunes, entraînant pour cela leurs associations, leurs syndicats, leurs partis et leurs organisations.**

Le 17 et le 24 janvier dernier, des dizaines de milliers de manifestants ont défilé avec des pancartes appelant au boycott d'Israël. Notre appel stipulant: *"il faut que notre principal mot d'ordre soit le boycott de toutes les relations et collaborations avec Israël. Il faut que les partis et syndicats organisent le gel de toutes les importations et exportations concernant Israël et notamment les ventes et achats d'armes"* a trouvé un très large écho dans le public.

L'annulation du salon du tourisme israélien, qui aurait dû se tenir à Paris le 13 janvier dernier, ou des prises de position syndicales, notamment à la CGT d'Alstom, contre l'association de cette entreprise à la construction d'une ligne de tramway coloniale, ont montré qu'il était possible d'aller dans ce sens.

C'est pourquoi nous lançons un appel aux organisations syndicales, aux partis et organisations du mouvement ouvrier, aux associations, aux élus locaux, pour qu'ils s'associent à une grande campagne visant à organiser le boycott effectif de l'État d'Israël - dans les transports, la distribution et le commerce, les universités, les laboratoires... et contre toute initiative de soutien et de propagande à l'État d'Israël. Nous proposons à tous les militants, sections syndicales, courants de pensée d'organiser avec nous des meetings et des actions communes. Nous invitons tous et toutes à se joindre à nous, à s'organiser pour qu'un tel boycott se réalise.

Premiers signataires : Droits Devant !, EuroPalestine, Human Supporters, Aloha Palestine, SOS Sexisme, Enfants de Palestine, Américains Contre la Guerre, Aloha Palestine...

CAPJPO-EuroPalestine

<http://www.europalestine.com>